

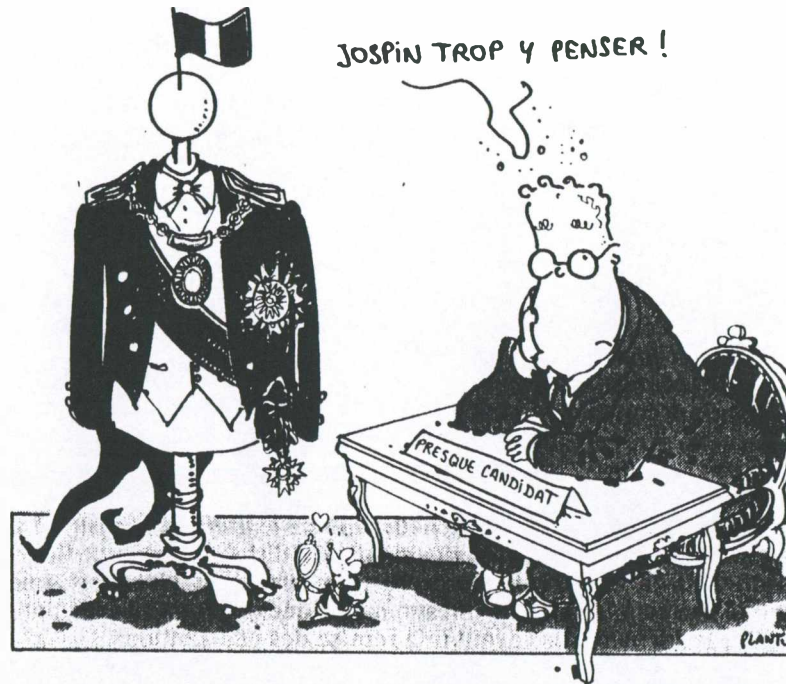
La « nouvelle France » de Lionel Jospin

- Défendant son bilan, le premier ministre a lancé son mot d'ordre de campagne ● Sans déclarer officiellement sa candidature, il s'en est pris à une droite « anxieuse, incohérente et agressive »
- En Corse, José Rossi lance un « appel » à Jacques Chirac pour qu'il soutienne la « réforme »

LIONEL JOSPIN a fait un pas de plus vers une candidature officielle à la présidence de la République, dimanche 2 septembre, dans son discours de clôture de l'université d'été du PS à La Rochelle. Il s'est félicité du bilan du gouvernement et a appelé de ses vœux l'édification d'une « nouvelle France », une expression qui sonne déjà comme un slogan de campagne électorale.

Le premier ministre s'en est également pris à la droite et, sans jamais le nommer, à Jacques Chirac. Il les a accusés d'utiliser « le discours de la peur », qui sert « une conception autoritaire », « paternaliste » et « infantiliste » du pouvoir. Il leur a également reproché de se montrer « démagogiques sur la sécurité, sur la Corse, sur l'évolution économique ». A moins de huit mois de l'élection présidentielle, il a invité « les partis de la gauche plurielle » à « ne plus ménager la droite dans le débat politique ». Une droite qu'il a qualifiée de « défaitiste et anxieuse » et d'« incohérente et agressive ».

De leur côté, les responsables du



- Le discours de Lionel Jospin p. 6
- Son dispositif de campagne p. 6
- Le pari de François Bayrou p. 7
- Corse : enquête sur le milieu p. 8
- Rossi lance un appel à Chirac p. 9
- Débats : deux points de vue p. 15

RPR ont affiché leur unité derrière Jacques Chirac, ce week-end, à Quimper, lors de l'université d'été des jeunes gaullistes. Mais ils se sont gardés de définir une ligne politique précise. Certains, comme François Fillon et Michel Barnier, craignent le « droitisme » de Nicolas Sarkozy, qui s'est déjà déclaré candidat à Matignon en cas de réélection de M. Chirac. En clôturant l'université des jeunes de l'UDF, à Ramatuelle (Var), François Bayrou a stigmatisé l'« entente illicite » entre M. Chirac et M. Jospin. Se posant en « troisième homme », le président de l'UDF s'est affirmé porteur de la « liberté » et de l'« espoir » des Français.

Tandis que la question corse divise les Verts, à l'initiative de Noël Mamère entré en dissidence contre le candidat Alain Lipietz, José Rossi, le président (DL) de l'Assemblée de Corse, lance un « appel solennel » à Jacques Chirac pour qu'il soutienne la « réforme » de Lionel Jospin.

► www.lemonde.fr/presidentielle2002

Le Monde
4.9.01
p.1

PRÉSIDENTIELLE Lionel Jospin a fait un pas de plus vers sa candidature officielle à la présidence de la République, dimanche 2 septembre, dans son discours de clôture de l'université

d'été du PS à La Rochelle. ● LE PREMIER MINISTRE a appelé de ses vœux l'édification d'une « Nouvelle France », tout en vantant le bilan du gouvernement. « Nous sommes restés

fidèles à notre identité socialiste », a-t-il déclaré. ● « L'HEURE EST VENUE de ne plus ménager la droite » et ses « plus hauts responsables » qui tiennent « un discours démagogique sur

la sécurité, sur la Corse (...) », a-t-il souligné. ● LES VIOLENCES POLICIÈRES, lors du sommet du G8, à Gênes, n'ont pas été condamnées par M. Jospin, contrairement à ce qui avait été

prévu. ● FRANÇOIS HOLLANDE, premier secrétaire du PS, s'est livré à une critique sévère de l'attitude du PCF, des Verts et de Jean-Pierre Chevènement à l'égard du gouvernement.

M. Jospin se pose un peu plus en candidat en s'attaquant à M. Chirac

Le premier ministre a appelé de ses vœux, dimanche 2 septembre, l'édification d'une « Nouvelle France ». Vantant son bilan et sa « fidélité à l'identité socialiste », il a accusé le président de la République, sans le nommer, de tenir un « discours démagogique » sur la sécurité, la Corse et la situation économique

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

Il est venu à La Rochelle, dimanche 2 septembre, pour prononcer en premier ministre son dernier discours de premier ministre à l'université d'été du Parti socialiste. Il est reparti en candidat implicite à l'Elysée. Au terme d'une mise en scène bien orchestrée, devant près de 2 000 militants visiblement gon-

enfin baignée par le soleil, ce sou-hait d'Henri Weber, maître d'œuvre fabiusien de cette université d'été, d'accueillir dans un an « notre président de la République ». Puis un discours très offensif de François Hollande, s'en prenant avec virulence, un peu plus qu'à l'accoutumée, à Jacques Chirac. Le premier secrétaire a d'abord fait semblant de trouver

monté d'un cran dans sa mise en cause du président de la République : « Responsable de rien, même pas de lui-même, il a revêtu, depuis longtemps déjà, sa tenue de candidat. Candidat ! C'est sa nature, son tempérament, sa vocation, sa raison d'être, c'est peut-être même son métier, sauf pour le statut. Chef de l'Etat c'est tout de même mieux. Alors, candidat à tout, candidat tout le temps, candidat toujours ; contre son camp parfois, contre la gauche toujours. Pour lui, sans exception. Pour la France, ce serait bien la première fois ! »

M. Hollande a ensuite ironisé sur sa « surenchère de promesses ou de propos sans lendemain : hier la fracture sociale, aujourd'hui la foulure écologique, demain l'entorse démocratique ». Enfin, le député de Corrèze s'en est pris à la droite. « Quand elle ne peut plus rien cacher, ça peut arriver à tout le monde, elle révèle la vacuité de son discours », a-t-il lancé, avant de se moquer de sa « dream team », le « trio » Juppé-Sarkozy-Séguin, « les trois perdants » des dernières consultations électorales.

La veille, Laurent Fabius s'était efforcé de « débusquer le candidat officiel de la droite » en en dressant un portrait féroce : « Il a été secrétaire d'Etat au temps du président Nixon, ministre au temps du président Brejnev, premier ministre au temps du président Giscard d'Estaing, c'est une forme de nouveauté. » Dimanche, M. Hollande a rappelé que pour les candidatures à

l'élection présidentielle, il laisse « à chacun et à chacune jusqu'à la fin février le temps d'y réfléchir et surtout de travailler là où il est ». Puis, sans aller jusqu'à dire « Lionel, fais ton devoir », il lui a adressé, après avoir décliné la façon dont le PS se prépare aux échéances de 2002, une invitation très implicite : « Comme tu le vois, cher Lionel, nous sommes prêts. (...) Prêts, le moment venu, cher Lionel, à porter de toutes nos forces notre candidat à la victoire. »

« Cher Lionel » s'est à peine fait prier, ajoutant à son discours écrit de premier ministre – centré sur une valorisation de son bilan et une démonstration que le gouvernement « continuera à travailler au service des Français » – des improvisations orales. Toutes étaient des attaques contre le président de la République, jamais nommé, et confirmaient aux militants socialistes que, le moment venu, il serait bien au rendez-vous. M. Jospin a d'abord fait applaudir Bertrand Delanoë, auquel revient « la lourde tâche » de « réhabiliter » la gestion municipale à Paris « après l'héritage que lui laissent ses deux prédécesseurs ». Le premier ministre a ensuite souligné que les Français « savent que nous assumons la responsabilité de la maison France depuis quatre ans et que nous sommes prêts à continuer à le faire s'ils nous accordent leur confiance ».

Un ton encore au-dessus, M. Jospin a fustigé ceux qui prétendent à droite que « les bilans n'ont rien à

faire avec les élections et qu'il suffirait de voltiger d'engagements oubliés en promesses renouvelées ». Il a rappelé un propos d'Alain Juppé, pour qui « l'actuel président ne serait pas le "sortant" en 2002 ». « Je pense qu'il n'avait pas bien mesuré la cruauté de ses paroles », a-t-il commenté. Un développement sur la décentralisation lui a ensuite permis de s'en

sein d'une formation politique qui aspire à regouverner la France ».

M. Jospin n'en avait pas encore fini. Comme pour mieux exorciser les frustrations de la cohabitation, il s'est livré à un long développement sur la politique internationale, rappelant, par exemple, que c'est son gouvernement « et personne d'autre », qui a mis un terme à l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement). Puis il a poursuivi dans ses critiques à peine voilées de M. Chirac en relevant sur la sécurité la contradiction entre « prétendre relever l'autorité de l'Etat » et prôner des polices municipales ou en priant sur la Corse « ceux qui ont échoué si gravement dans le passé », de « ne pas mettre de l'huile sur le feu ». Bref, a-t-il conclu, cette droite « incohérente et agressive », qui « s'y croit déjà » au point d'avancer des prétendants à Matignon (Le Monde du 2-3 septembre), « ne mérite pas » de « retrouver les responsabilités ».

Il ne restait plus à « cher Lionel » qu'à chauffer ses bottes de candidat implicite, sans le dire vraiment, mais en le faisant deviner très fort. Comme premier ministre... « J'ai été à vos côtés ». Mais ce n'est pas fini puisque « je le serai toujours ». « Pour les mois à venir », encore un peu plus précis, il compte sur l'engagement du PS. Pourquoi ? Pour « faire naître la Nouvelle France dont ce début de siècle apporte la promesse ». Vous avez dit slogan ?

Michel Noblecourt

Du trotskisme et des livres

Le passé trotskiste de Lionel Jospin continue de susciter des vocations éditoriales. Gérard Filoche, responsable de la Gauche socialiste, ancien de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), publie *Ces années-là, quand Lionel...* (Ramsay), histoire de trois militants d'extrême gauche, mais « vendue » avec des photos du premier ministre en couverture et son éloge au dos de l'ouvrage.

Les éditions Syllepse ont traduit en français le roman à clés de l'ex-responsable britannique de la IV^e Internationale Tariq Ali retraçant la saga de « Robots », dirigés par un « Français petit, grenu » parlant « avec des gestes mécaniques que les Robots mimaient ». Il s'agit de Pierre Lambert, patron de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), qui, dans la fiction, soutient « un dirigeant politique pro-français, Messali Hadj, contre le FLN anti-impérialiste », avant d'« envoyer démanteler les barricades » en 1968, puis de constater qu'un responsable « a décampé avec quatre cents partisans et la caisse » pour entrer au PS. Une allusion à Jean-Christophe Cambadélis, proche de M. Jospin.

flés à bloc, Lionel Jospin n'a pas fait, bien sûr, de déclaration de candidature en bonne et due forme, qui n'est pas attendue avant février, mais il a délivré une pré-annonce, avec, à peine subliminal, un slogan de campagne, la promesse d'une « Nouvelle France ».

Il y a eu d'abord, dans cette salle

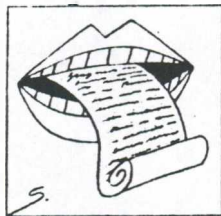
« injuste » que ce soit toujours vers le gouvernement que « les doléances s'expriment » lorsqu'un problème surgit, « quand celui qui exerce la fonction la plus prestigieuse de l'Etat ne se pose comme seule question, question horrible, de savoir où il va passer ses vacances ».

Puis, le ton de M. Hollande est

« Cette droite incohérente et agressive ne mérite pas de retrouver les responsabilités »

Dans son discours de conclusion de l'université d'été du Parti socialiste, dimanche 2 septembre, Lionel Jospin a notamment déclaré :

Cette université d'été est en effet la dernière avant les échéances politiques de 2002. Nul ne peut douter que, le moment



VERBATIM

venu, nous serons prêts et que le Parti socialiste saura montrer sa force, sa maîtrise et son imagination. (...) L'opposition de droite n'épargne aucune critique à la gauche. L'heure est maintenant venue, pour les partis de gauche, de ne plus ménager la droite dans le débat politique. Dressons-nous contre le discours défaitiste et anxiogène que tient la droite.

La droite utilise le discours de la peur parce que cela sert sa conception autoritaire, et autoritaire parce que déresponsabilisante. Une conception paternaliste, et paternaliste parce qu'infantilisante. Les plus hauts responsables de la droite caricaturent les Français et la France. Ils utilisent un discours démagogique, sur la sécurité, sur la Corse, sur l'évolution économique.

La France, les Français méritent mieux que cette opposition stérile. Ils ont besoin d'un discours de lucidité, de confiance et de responsabilité. (...) Cette droite incohérente et agressive ne mérite pas – c'est notre conviction à tous ici – de retrouver les responsabilités. Ils s'y croient déjà ! D'après ce que j'entends des échos un peu indécents qui nous viennent de l'université de Quimper, on me dit qu'ils se disputent déjà ma place à Matignon. M. Sarkozy, M. Juppé, M. Douste-Blazy, M. Bayrou, par un cheminement différent. Je voudrais leur dire que c'est dur. On y travaille beaucoup. Et puis c'est peut-être moins une place qu'une mission que ce poste. C'est peut-être aussi un lieu où doit d'abord s'exercer le service des autres plutôt que de penser à se servir soi-même. On ne se nomme pas à

Matignon. C'est le peuple qui décide, c'est le peuple qui tranche. Il faut d'abord qu'il élise un président, qu'il élise ensuite une majorité parlementaire. Honnêtement, bien que tout soit ouvert aujourd'hui, c'est loin d'être fait ! Ces dirigeants sont un peu trop pressés ! (...)

Il nous faut convaincre les Français qu'on peut parler à leur cœur, sans parler à leurs peurs, qu'on peut s'adresser à leur intelligence. (...) Surtout, il nous faut susciter en eux le désir de continuer le chemin avec nous et être capables de les entraîner vers l'avenir. (...)

Il reste [à la majorité plurielle], face à la droite et à l'extrême droite, à convaincre les Français de lui renouveler leur confiance pour un nouveau contrat. Je sais qu'il y a une certaine logique de dispersion dans la diversité des candidatures à l'élection présidentielle. Elle est normale. Je la respecte. Mais si nous voulons réussir en 2002, il y a plusieurs choses que nous ne devons pas oublier. Des formations de gauche doivent d'abord réserver leurs critiques à la droite. La reconnaissance de nos différences est naturelle, peut-être même utile. Mais la différenciation n'est pas nécessairement une dévalorisation. La défense de l'œuvre commune, du bilan partagé, du travail effectué ensemble est indispensable. Si nous ne nous appuyons pas sur ce bilan, il nous sera difficile de convaincre les Français que nous voulons aller plus loin ensemble. (...) Ensemble, nous allons donner de la force et des couleurs au projet que nous présenterons aux Français. Nous devons aborder sans crainte les échéances de 2002. Nous avons beaucoup travaillé à l'écoute et au service des Français. Nous aurons un nouveau projet à leur soumettre.

Depuis plus de quatre ans, tout en assumant ma responsabilité de premier ministre, j'ai été à vos côtés. Je le serai toujours. Pour les mois à venir, j'ai besoin de votre amitié, de votre force de conviction, de votre engagement. Avec vous, je souhaite faire naître la nouvelle France dont ce début de siècle apporte la promesse.